

## Un militantisme musulman ?

ÉTIENNE PINGAUD  
 Doctorant en  
 sociologie, EHESS,  
 Centre de sociologie  
 européenne

Le caractère sulfureux que revêt aujourd'hui l'islam tend à rendre suspecte toute mobilisation qui s'y réfère explicitement, toujours passible d'être caractérisée au choix comme islamiste, extrémiste ou radicale. La fortune médiatique et politique de catégories binaires d'appréciation de l'islam (modéré/radical, républicain/communautariste, etc.), bien adaptées à la formation de clivages tranchés, a en effet pour corollaire le rétrécissement de l'éventail des interprétations possibles dans les prises de parole publiques. On voudrait justement tenter ici de mettre à distance ces modes d'appréhension pour prendre au sérieux l'affirmation d'une « action collective » islamique, dans le sens que donne à cette notion Erik Neveu, d'« *agir-ensemble intentionnel (...) dans une logique de revendication, de défense d'un intérêt matériel ou d'une cause* ». Cette action peut bien entendu prendre des formes diverses. Certaines organisations musulmanes, auto-définies comme des *lobbys* politiques, tentent de s'assurer un accès direct aux pouvoirs publics. D'autres s'appuient sur les répertoires d'action plus spontanément associés aux mouvements sociaux « contestataires », manifestations, *sit-in*, diffusion de tracts et d'affiches, etc. C'est sur ce dernier type de mobilisation qu'on voudrait insister, parce qu'il illustre le développement d'un militantisme musulman, pas nécessairement religieux, capable d'investir avec un certain succès des espaces populaires pourtant marqués par l'« indifférentisme » politique. Un potentiel qui interroge nécessairement l'ensemble des forces militantes, organisations, réseaux, revues, etc., qui placent la défense politique des classes populaires et la transformation concomitante des rapports de domination au cœur de leur combat. Car il indique aussi un réajustement progressif des principes de classement en vigueur dans certaines fractions de ces classes, au sein desquelles « l'islam » semble être actuellement devenu un vecteur de mobilisation collective bien

plus efficace que d'autres formes d'identification qui ont pu aussi servir de support d'action (« ouvriers », « immigrés », « beurs »,...).

## **L'islam, force de mobilisation de proximité**

Les compétences acquises dans l'impulsion d'actions collectives par certains militants agissant au nom de l'islam se manifestent d'abord et surtout à l'échelle locale, où les relations interpersonnelles sont le support élémentaire de toute mobilisation. Dans les quartiers populaires, l'extension de l'islam a d'ailleurs longtemps été perçue comme le remplacement progressif, par la religion, des réseaux et relais – ouvriers et municipaux notamment – qui détenaient jusque-là une certaine mainmise sur l'encadrement politique des habitants. Si cette vision, qui a marqué les premiers travaux sur la question dans les années 1980, doit évidemment être fortement nuancée, il reste que les agents crédités d'une légitimité religieuse semblent bien être aujourd'hui les plus à même de conduire des initiatives de terrain. Leurs diverses activités islamiques – conduite de la prière, gestion des mosquées, enseignement religieux, organisation de colonies de vacances, etc. –, leur assure, en effet, une reconnaissance auprès de « publics » (fidèles des lieux de culte, parents des enfants pris en charge, etc.), qui sont souvent les premiers sollicités pour prendre part aux actions.

Les militants musulmans sont très peu nombreux, quels que soient les espaces en question. Présidents d'associations, responsables de salles de prière, professeurs d'arabe ou de Coran (mais très rarement agents du culte), tous peuvent faire valoir un investissement de terrain soutenu dans le tissu associatif islamique local. C'est parmi eux que se recrutent les « entrepreneurs » qui vont impulser, concevoir et animer les différentes mobilisations musulmanes. Ils cumulent généralement cet islam de terrain avec d'autres formes d'engagements extérieurs, politiques, associatifs ou syndicaux. Une multi-positionnalité qui permet le transfert des savoir-faire, donc la mobilisation pour l'islam de compétences pratiques acquises ailleurs (rédaction et diffusions de tracts, prises de contacts, négociations, etc.). À Nanterre par exemple, on compte parmi la poignée d'entrepreneurs identifiables le gérant d'une salle de prière, une enseignante et une éducatrice qui sont aussi respectivement syndicaliste Unsa, militante d'EuroPalestine et fondatrice d'un micro-parti local, le Mouvement citoyen pour la diversité (MCD).

S'il semble difficile de tracer une sociographie précise de ces militants, on retrouve néanmoins des trajectoires similaires, jeunes nés ou socialisés en France, ayant fait des études, stabilisés professionnellement et conjugalement, s'investissant très activement dans des associations de terrain qu'ils ont souvent fondées eux-mêmes, et dont ils assurent presque intégralement l'intendance. Plus organisateurs qu'idéologues, ils serait vain de chercher entre eux une communauté d'opinions au-delà des intérêts directs de l'islam, beaucoup proclamant par exemple leur aversion pour la politique institutionnelle.

Les mobilisations locales pour la défense des intérêts des musulmans se sont ainsi multipliées ces dernières années, pouvant réunir parfois quelques milliers de personnes (2 000 personnes à Montfermeil en mars 2012). Les motifs de leurs actions sont divers : exclusions de filles voilées, interdiction faite à des « mamans » en *hijab* d'accompagner des sorties scolaires, refus de la viande de porc dans les cantines, etc. Les plus nombreuses et les plus fréquentes étant celles qui ont directement trait aux lieux de culte (demandes de permis de construire, de rénovation, d'assainissement). Pour mobiliser une assistance suffisante, les militants musulmans usent de schèmes argumentaires communs quelle que soit l'initiative : susciter l'indignation par des exemples concrets (« *Voilà déjà sept ans que les musulmans patientent malgré les odeurs des poubelles, l'insalubrité des lieux, la présence de souris* ») et les caractériser comme une discrimination envers l'islam (« *Nous avons là un acte islamophobe* », « *l'application des lois régissant l'exercice du culte se fait à géométrie invariablement défavorable dès qu'il s'agit du culte musulman* »). Dans la quasi-totalité des cas, la municipalité en place fait alors office d'adversaire affiché, chargée d'incarner l'autorité brimant, au mépris du droit, la liberté de culte des musulmans. De fait, ces militants ajoutent même parfois aux revendications islamiques des griefs plus généraux contre la Mairie – sa politique en faveur des quartiers ou la gestion de ses employés, moyen d'élargir l'audience éventuelle.

Quant aux répertoires d'action, la spécificité des associations musulmanes réside dans leur capacité d'innovation symbolique, mêlant par exemple « signes ostentatoires » d'appartenance à l'islam et de citoyenneté française : brandir collectivement les cartes d'identité en pleine séance de Conseil municipal, défilé en portant un *hijab* bleu-blanc-rouge, prier collectivement devant l'hôtel de ville, ... Les militants investissent généralement pour leurs actions des

espaces à forte charge politique, les bâtiments officiels (écoles, mairie) mais surtout les quartiers eux-mêmes, sur lesquels les relais municipaux n'ont que peu de prise et qui sont régulièrement le théâtre des manifestations. Une manière de rappeler dans le même temps leur ancrage local et leur potentiel électoral.

Ces initiatives ne connaissent pas toutes les mêmes fortunes, et toutes les associations alternent échecs et « victoires » quand les Mairies accèdent à leurs requêtes. Toutes concourent cependant à indiquer une progression de l'islam dans l'encadrement politique des quartiers populaires, attestant le pouvoir symbolique acquis par les agents qui peuvent légitimement intervenir en son nom. Dépositaires d'un important capital social local, ils parviennent même, dans certaines circonstances, à impulser des rassemblements locaux pour d'autres causes, comme ce fut le cas pendant la « Guerre de Gaza » en janvier 2009. Cette reconnaissance auprès des habitants, des publics ou des coreligionnaires est aussi un moyen de modifier leur position hors du champ des structures musulmanes. Nombreux sont, en effet, les entrepreneurs courtisés par les élus locaux de tous bords pour leur capacité supposée à pénétrer les quartiers (et le capital électoral afférent).

### **La faible influence nationale de l'islam militant**

La situation des organisations musulmanes est en revanche bien moins favorable en ce qui concerne le champ politique national. Aucune structure militante n'est en mesure de peser véritablement sur les débats, au moment où des leaders politiques de premier plan (Jean-François Copé) font de la limitation de l'extension de l'islam un thème de campagne. Les quelques tentatives de fédération politique des musulmans, comme le sulfureux Parti des musulmans de France (PMF) de Mohammed Latrèche se sont soldées jusqu'à maintenant par des échecs électoraux. Et l'islam peine à mobiliser au-delà des sphères locales : les grands rassemblements organisés au cours des périodes d'intense polémique (affaire Rushdie et tchadors de Creil en 1989, interdiction du voile à l'école en 2003-2004, etc.), n'ont jamais réussi à dépasser 20 000 personnes.

Paradoxalement, les interventions étatiques dans l'organisation d'une représentation officielle des musulmans ont souvent joué un rôle moteur dans la coordination d'initiatives militantes. La place privilégiée conférée de longue date

à la Mosquée de Paris, institution dépendant pourtant du gouvernement algérien, avait ainsi suscité, dès 1985, la création de la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), réunion d'une centaine d'associations de terrain. La FNMF voulait ainsi incarner, pour la première fois, « *le mouvement populaire* » de l'islam de France face à la « *vitrine de l'ambassade d'Algérie* ». Son succès initial s'est toutefois révélé éphémère et la structure a perdu son caractère militant pour se rapprocher progressivement de l'État marocain.

Ex-membre de la FNMF, l'Union des Organisations Islamiques de France (UOIF) prend par la suite le *leadership* de ce « pôle militant » qui se développe face à l'islam « consulaire ». D'abord rassemblement d'associations dominé par des militants tunisiens proches du MTI de Rached Ghanouchi, l'UOIF se fait connaître du grand public à Creil en 1989, aidant les lycéennes expulsées. Soucieuse dès lors de développer son action auprès des musulmans français, elle met l'accent sur les valeurs de citoyenneté, théorise un « islam de minorité » adapté aux pays non-musulmans et construit un imposant maillage associatif, suivant les méthodes d'implantation des *Frères musulmans*. Les secteurs d'intervention se multiplient : Jeunes musulmans de France (JMF), Étudiants musulmans de France (EMF), Ligue française de la femme musulmane (LFFM), etc. L'UOIF peut s'appuyer, par ailleurs, sur des prédicateurs à succès comme Tareq Oubrou ou Hassan Iquioussen et sur le rassemblement annuel qu'elle organise au Bourget depuis 1988, qui attire toujours une grande affluence. Elle cumule ainsi des ressources matérielles et symboliques qui lui ont permis de constituer une réelle base militante, attirant, en particulier, des étudiants séduits par l'islam qui y est défendu.

Cette indéniable légitimité de terrain est pourtant loin de conférer à l'UOIF une influence politique équivalente. Si elle fut conviée au processus qui débouchera sur la création du Conseil français du culte musulman (CFCM), elle souffre d'une réputation sulfureuse, entretenue tant par des concurrents (la Mosquée de Paris) que par des « experts » médiatiques spécialisés dans la chasse aux intégristes, qui contribuent évidemment à la discréditer. Parallèlement, l'UOIF se voit contestée à la base par nombre de militants qui refusent sa participation au CFCM et reprochent à l'organisation des prises de position publiques jugées opportunistes, essentiellement animées par la volonté de satisfaire les autorités. Ainsi la *fatwa*, fort décriée, édictée pour condamner les émeutiers de novembre 2005, a été perçue comme

l'illustration de l'éloignement du terrain des dirigeants de l'UOIF, engagés dans une « lutte des places » pour la reconnaissance étatique.

Moins dotée en ressources, proclamant avec intransigeance son indépendance par rapport au CFCM, une autre constellation militante a toutefois réussi à tisser des réseaux solides, en mêlant investissement islamique de terrain et engagement politique « *pour une société plus juste et solidaire* ». Affichant volontiers sa proximité avec différents mouvements sociaux, elle incarne un islam idéologique et contestataire prompt à séduire nombre de jeunes fidèles, y compris parmi les adhérents des branches jeunesse de l'UOIF. Elle s'est développée à partir de l'Union des jeunes musulmans (UJM), une association lyonnaise fondée dès 1987 en réaction à l'évolution du mouvement beur. Très investie dans les luttes locales, l'UJM a vite étendu son rayonnement, grâce aux éditions *Tawhid* qu'elle fonde en 1990 et à l'audience acquise par un prédicateur qu'elle a largement contribué à faire connaître, Tariq Ramadan. Elle peut s'appuyer aujourd'hui sur un ensemble de relais actifs, militants et associations locales réunis au niveau national dans le Collectif des musulmans de France (CMF). Les activités du CMF – séminaires de formation et activisme politique – attirent des militants au profil singulier, titulaires d'un certain capital culturel et d'une maîtrise des débats publics. L'articulation proposée entre les engagements spirituel et citoyen, abolissant la frontière entre sphères militantes, élargit en effet la conception de la pratique religieuse et le contenu de l'investissement associatif, permettant la construction d'alliances plus larges que le seul périmètre des structures islamiques. Mais il augmente en conséquence le coût de l'investissement dans l'action collective. De fait l'implantation du CMF est loin de celle de l'UOIF et de ses 250 mosquées et son influence politique reste étroitement limitée. Mais c'est bien autour de ses réseaux que se construisent aujourd'hui les quelques liens qui existent entre les militants musulmans et ce que Lilian Mathieu appelle l'« espace des mouvements sociaux ».

Il faut mentionner enfin l'émergence récente, depuis les controverses de 2003-2004, d'un nouveau thème national de mobilisation, l'« islamophobie ». Des militants ont, en effet, mis sur pied une structure au fonctionnement original, le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF). Le CCIF généralise des manières de faire courantes au niveau local, tentant de sensibiliser en suscitant l'indignation par la mise en exergue de cas de discrimination caractérisée envers

l'islam. Il développe une expertise juridique en la matière, voulant traduire, sur le modèle de la HALDE, les actes jugés islamophobes devant les tribunaux. Régulièrement invités à tenir conférence par des associations locales, ses animateurs ont impulsé récemment des campagnes à forte résonance médiatique : la distribution de pains au chocolat ou l'initiative *Nous sommes la nation*, à laquelle s'est associée le CMF. Le CCIF impulse ainsi une modernisation des pratiques militantes, utilisant d'une manière inédite le droit, les médias et les nouvelles technologies et assurant, par là, à ses actions une large audience. En faisant glisser la défense de l'islam vers une dénonciation des discriminations et de formes de racisme ordinaire, ces militants font sensiblement croître les publics potentiellement concernés. Le combat contre l'islamophobie est d'ailleurs crédité depuis d'un attrait considérable, comme en témoigne la création en 2008 par des militants du CMF de la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie (CRI).

### **Militants musulmans et mouvements sociaux**

La participation de structures musulmanes aux mouvements sociaux suscite toujours des réserves et des interrogations, rendant difficile la mutualisation des ressources induite par les luttes unitaires. Les combats communs sont rares et souvent parsemés de tensions, comme l'avait mis en lumière la présence du CMF et de Tariq Ramadan au Forum social européen (FSE) de Paris à l'automne 2003. Les structures se réclamant de l'islam sont systématiquement suspectées de chercher en réalité de nouvelles tribunes de prosélytisme et rares sont les organisations qui acceptent des rapprochements, même éphémères et localisés. L'islam reste un facteur de clivage au sein de cet espace militant et seuls quelques thèmes de lutte permettent en fait la construction de véritables alliances.

La question du foulard, qui a pourtant provoqué des fractures durables, est devenue paradoxalement le principal vecteur d'union avec des militants islamiques. Sur le terrain, les « incidents » liés au voile (exclusion de bâtiments publics) font souvent place à des réactions de soutien au cours desquelles il est fréquent de constater la présence de militants locaux, adhérents de la FCPE, de la LDH, d'une paroisse ou d'une section de parti, protestant aux côtés des musulmans locaux. Au niveau national, ce genre de mobilisation se traduit depuis 2003 par le développement d'initiatives

protéiformes de défense des filles voilées, mêlant UOIF, CMF, « cathos de gauche », fractions du PCF, des Verts ou de la LCR ou encore des figures historiques du féminisme, comme Françoise Gaspard ou Christine Delphy. Les musulmans apportant ici une légitimité de terrain, et bénéficiant en retour d'un apport considérable de ressources symboliques.

Les luttes des « quartiers » peuvent également se révéler des espaces de jonction. Les acteurs islamiques sont, en effet, toujours sollicités localement, à des titres divers (médiation, organisation), lors des différentes mobilisations de cités, émeutes, marches blanches, au cours desquelles ils côtoient une bonne partie du tissu associatif local. À une échelle plus large, le « mouvement des quartiers » que s'évertuent à mettre en forme plusieurs intellectuels organiques, a depuis longtemps intégré l'islam et ses militants dans ses actions. À Lyon, l'UJM est depuis le départ membre du collectif Divercité, collectif influent d'associations de quartiers locales. Le CMF est lui-même l'un des initiateurs des *Indigènes de la République* puis du *Forum social des quartiers populaires*. L'un de ses piliers, Abdelaziz Chaambi (co-fondateur de l'UJM, du CMF et du CRI) participe aujourd'hui activement à la fondation de Force citoyenne populaire (FCP).

Enfin, les mobilisations relatives à la situation des pays musulmans permettent de nouer des contacts. Les structures islamiques accordent presque toutes une place centrale à la question palestinienne et les militants musulmans figurent aujourd'hui en bonne place dans les différentes coordinations spécialisées – EuroPalestine, voyages à Gaza, « flottilles » internationales, etc. – dans lesquelles ils se mêlent à l'ensemble de la galaxie pro-palestinienne. Les conférences, journées de solidarité, collectes de soutien aux territoires impulsées par des militants islamiques se sont ainsi multipliées sur le terrain, donnant d'ailleurs à la lutte une coloration musulmane jusque-là inédite.

S'ils sont ainsi très peu fréquents, ces contacts semblent pourtant être un enjeu crucial. Tous les protagonistes auraient en effet intérêt au désenclavement du militantisme musulman, à la mise au jour de points d'entente et d'éventuelles concessions mutuelles en vue d'actions communes. Les mouvements sociaux, dont on connaît la faible pénétration dans les quartiers populaires, ne pourront y trouver d'audience conséquente en déniaient toute légitimité à l'islam. À l'inverse, pour les associations musulmanes, ce type d'alliances est d'autant plus fondamental qu'elles sont plus dépourvues de ressources (celles qui n'ont ni appareil natio-



nal ni lieu de culte en gestion susceptible d'assurer à leurs activités une permanence ont souvent une existence précaire). Leur marginalisation par les autres formations court toujours le risque de voir une partie de leurs militants chercher d'autres alliances plus « accueillantes ». Ainsi a-t-on pu voir sur le terrain certains d'entre eux se tourner vers des mouvements comme *Les ogres* de Dieudonné, voire des collectifs musulmans bien plus radicaux. D'où l'importance d'éviter avec l'islam un nouveau « rendez-vous manqué ». ■